

**CONTRIBUTION À LA CRITIQUE POPULAIRE
DU PROJET DE MÉLENCHON
OU L'AMÉNAGEMENT DU CAPITALISME COMME PROGRAMME**

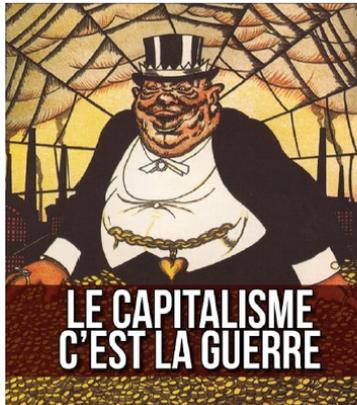
**PARTI COMMUNISTE
RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE**



Parti Communiste Révolutionnaire de France



**HALTE AUX GUERRES
DE L'IMPÉRIALISME !**



**LE CAPITALISME
C'EST LA GUERRE**



**TRAVAILLEURS D'EUROPE :
UNISSONS-NOUS CONTRE L'UE ET LE CAPITAL**



**Égalité
FEMMES - HOMMES**

**c'est le
SOCIALISME-
COMMUNISME**



**Même classe,
même ennemi :
le CAPITALISME**



Au travail, au quartier,

**droit à une
RESTAURATION
COLLECTIVE**



L'enfance n'a pas de prix

**Crèches GRATUITES
pour tous !**



**L
E
N
I
N
E**

**« IL Y A DES DÉCENNIES OÙ RIEN NE SE PASSE
ET DES SEMAINES OÙ DES DÉCENNIES
SE PRODUISENT. »**



**CLASSE CONTRE CLASSE
RE-JOINS LE COMBAT !**



Lénine

**« La richesse croît
dans la société capitaliste avec
une rapidité invraisemblable
parallèlement à la paupérisation
de la classe ouvrière ».**



Pas une voix

**aux candidats
du capitalisme
ou de son aménagement**



**Toutes nos affiches peuvent être commandées à cette adresse :
ic.pcrf@gmail.com**

**Aux formats A3, A2, A1 au prix de 1 à 2 euros.
L'adresse postale pour envoyer le paiement :**

**« Amis d'Oulianov, BP 40064, 75862 Paris CEDEX 18 »
Chèque à l'ordre de : « Mandataire PCRF »**

CONTRIBUTION À LA CRITIQUE POPULAIRE DU PROJET DE MÉLENCHON

OU L'AMÉNAGEMENT DU CAPITALISME COMME PROGRAMME

Introduction	1
A. L'État et le pouvoir, la propriété des moyens de production et d'échange	3
B. Travail et capital : l'illusion de l'entente possible	4
C. Programme de Mélenchon, petit examen de texte	7
Thème 1 : « Vivre libres et citoyens »	9
Thème 2 : « S'adapter au système de la nature »	11
Thème 3 : « Unir pour bien vivre »	13
Thème 4 : « Humaniser les personnes et la société »	16
Thème 5 : « Ordonner le monde »	17
D. Conclusion	20
E. Une seule alternative populaire : la révolution pour le socialisme-communisme	20

INTRODUCTION

Notre Parti a voulu présenter une contribution populaire à la critique du programme de Jean-Luc Mélenchon, candidat de LFI (ou « l'Union Populaire »), et également une contribution à la critique du programme de Fabien Roussel, candidat du PCF, dans une autre brochure que vous pourrez retrouver sur notre site.

Mais, direz-vous, pourquoi pas une contribution à la critique des programmes des candidats des monopoles que sont Macron, Le Pen, Zemmour ou Pécresse ? Parce que nous ne critiquons pas, mais que nous faisons plus, en combattant dans les luttes de classes les programmes de ces candidats qui sont ceux des conseils d'administration des monopoles, nos ennemis principaux. Mélenchon et Roussel représentent quant à eux la domination du réformisme politique sur le mouvement ouvrier et populaire ; ils sont en cela des obstacles principaux au mouvement révolutionnaire et à la construction d'un Parti communiste marxiste-léniniste fort, lié aux masses. Il est du devoir de notre Parti Communiste Révolutionnaire en France, comme des partis frères dans le monde, de combattre l'opportunisme qui domine dans le mouvement ouvrier.

Le programme du Front de Gauche et Mélenchon en 2012, puis celui du seul Mélenchon et de LFI en 2017 avaient déjà eu le soutien du PCF qui n'avait pas présenté de candidats. Nous ne sommes pas surpris de trouver dans ce programme de Mélenchon, comme dans celui de Roussel, à l'instar de ceux de 2012 et 2017, toutes les caractéristiques d'un programme social-démocrate, d'entente du capital avec le travail (vous pourrez retrouver sur notre site la critique de ces deux programmes de 2012 et 2017).

Les caractéristiques du programme que nous allons essayer d'analyser ci-dessous sont globalement (comme celui de Roussel/PCF) celles d'un programme proudhonien, antirévolutionnaire, du rêve du bon producteur et du petit capital contre le mauvais et grand capital financier, un programme d'aménagement (social ou « radical ») du capitalisme. Le programme ne s'attaque jamais aux deux questions clés du marxisme : ni à **l'État**, qui est vu comme neutre, en dehors des conditions sociales qui le créent ; ni à la **propriété privée** des moyens de production. Il n'est donc, à lire le programme de Mélenchon, nul besoin de briser l'État bourgeois et de construire le sien au moyen d'une révolution avec un avant et un après ; il n'est pas plus besoin, à lire le projet de Mélenchon, d'exproprier les capitalistes et de socialiser les usines, banques, terres, entreprises, etc. , c'est-à-dire de les donner à l'ensemble du peuple-travailleur. Sans réponse à ces deux questions, ce programme est une succession de vœux pieux.

Les sources de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier en France sont profondes. Nous abordons un peu cette question dans la brochure « *Les voies de la construction du Parti : travail syndical et travail communiste aux entreprises* » ou dans la brochure « *Sur certaines particularités des sources de l'opportunisme en France* ».

Marx, Engels, Lénine ont salué la troisième constituante du matérialisme historique, les luttes de classe du mouvement ouvrier français et le socialisme utopique, mais ils ont aussi critiqué la tendance de ce même mouvement ouvrier français à subordonner son action à la bourgeoisie républicaine, et ainsi à ne pas développer son indépendance et

son identité de classe. En 1914, ce fut le ralliement du parti ouvrier d'alors, le Parti socialiste, à l'union sacrée dans la guerre impérialiste, par le biais de la défense de la République, sans aucun contenu de classe.

Les théories altermondialistes de soutien social au capitalisme pour une « autre Europe », pour « L'Humain d'abord », pour un « autre capitalisme », c'est-à-dire les composantes de l'altercapitalisme (« l'autre capitalisme » ?), sont le fil conducteur de Mélenchon, pour « *une société de l'harmonie des êtres humains entre eux* ». Ce postulat de prétendre possible de satisfaire les besoins sociaux dans le cadre des rapports de production et du système capitaliste, constitue le grand trait de l'opportunisme contemporain, représenté en France notamment par LFI et le PCF. Le ralliement du PCF, membre du Parti de la Gauche européenne (PGE sociale-réformiste), ne surprend pas, ni celle de La France Insoumise ; mais que viennent faire dans cette nébuleuse (fût-elle importante électoralement, ce qui n'est qu'un critère provisoire) des groupes qui se réclament de la construction d'un nouveau parti communiste et du marxisme-léninisme ? C'est probablement le poids des survivances du révisionnisme khrouchtchévien et l'héritage politique et « culturel » du « programme commun PS/PCF » des années 70. Tous, Mélenchon comme le PCF, participèrent au gouvernement de gauche plurielle de Jospin, véritablement social-libéral, au bilan si désastreux pour les travailleurs, et les mêmes prétendent incarner maintenant depuis des années la « gauche de transformation sociale » ! Est-ce le rôle des communistes marxistes-léninistes que de favoriser l'amnésie et de donner du rouge à la social-démocratie, ennemie, dans les faits, du peuple-travailleur, et ce tandis que nous n'avons même pas de Parti Communiste reconnu en tant que tel dans la classe ouvrière du pays ?

Essayons donc de juger sur le fond de ce programme, et cela même si les campagnes électorales des démocraties bourgeoises centrées autour de promesses ne se prêtent pas toujours à l'exercice de l'analyse d'un « programme » bâti sur ces promesses qui n'engagent que celui ou celle qui y croit !

A. L'ÉTAT ET LE POUVOIR, LA PROPRIÉTÉ DES MOYENS DE PRODUCTION ET D'ÉCHANGE

« La lutte pour soustraire les masses laborieuses à l'influence de la bourgeoisie en général et de la bourgeoisie impérialiste en particulier, est impossible sans une lutte contre les préjugés à l'égard de l'État. Que l'État soit l'organisme de domination d'une classe déterminée, qui ne peut pas être conciliée avec son antipode (avec la classe qui lui est opposée), c'est ce que la démocratie petite-bourgeoise ne peut jamais comprendre ». (Lénine, Tome 25 p. 416-420). L'analyse marxiste de l'État est purement et simplement ignorée dans ce programme : l'analyse opportuniste classique sur un État « neutre » est le fil rouge de ce texte. L'État et ses appareils coercitifs sont totalement ignorés. En lieu et place, la République sert de terrain pour porter et défendre l'intérêt général contre « la finance » et « une caste de privilégiés ». Ce passage par exemple est caractéristique de la confusion entre démocratie, État, République : « La 5ème République a fait son temps. L'**abstention** est devenue majoritaire dans la plupart des élections. Une **démocratie sans le peuple** n'en est plus tout à fait une. Une **petite caste** de privilégiés, président-monarque à sa tête, **désorganise l'État** et dirige à son profit. Ce système dresse les Français les uns contre les autres. La France d'aujourd'hui n'a plus le visage de 1958. » ; donc il faut changer de République pour rétablir la démocratie ? ... démocratie qui s'exprime par les élections. (voir plus loin l'analyse de texte de la troisième partie de cette brochure).

Ne s'appuyant sur aucun des principes marxistes, LFI ne voit pas dans l'État l'organe de direction de la classe dominante, mais la « démocratie pour tous », la « République » sans analyse de leur contenu de classe. Le décisif pour LFI réside dans la « logique économique », en posant la question du choix entre rentabilité financière et logique pour les humains. « Gagner de nouveaux critères de gestion (dans le cadre de la propriété privée des monopoles !) devient le principal moyen de dépasser le capitalisme », alors que reste intacte la propriété capitaliste et la dictature de la bourgeoisie monopoliste. Cette utopie réformiste et criminelle par ses conséquences possibles illusionne les travailleurs sur le mode de production capitaliste, en ignorant le rôle central de l'exploitation et de l'appropriation par le capital de la plus-value.

À l'analyse matérialiste de l'État est substitué un État en « équilibre instable » permanent, où la domination d'une classe peut être contestée simplement par d'autres choix politiques qui peuvent inverser cette même domination. C'est une caricature du marxisme. Le pouvoir et la dictature de classe (le mot n'est pas cité) ne s'appuient pas principalement sur des choix politiques, mais sur les facteurs matériels : propriété privée des moyens de production, appropriation privée de la plus-value par la classe capitaliste, exploitation du salariat grâce aux rapports de production capitalistes, toutes ces lois objectives du capitalisme sont défendues et pérennisées par l'État qui est aux mains de la classe dominante, la bourgeoisie monopoliste. Un « autre choix politique », « une économie réelle », « une autre économie » (en réalité un changement total de société) ne sauraient s'imposer dans le cadre du système capitaliste, sans révolution socialiste qui brise l'appareil d'État capitaliste pour édifier le socialisme au moyen du pouvoir ouvrier et populaire. Cette sous-estimation des appareils coercitifs de l'État, pourtant visibles lors d'occupations d'usines où les CRS et gardes mobiles

sont déployés (jusqu'à la tragédie du Chili où l'unité populaire fut écrasée parce que ses dirigeants et les partis de gauche avaient « oublié » les enseignements de la théorie marxiste-léniniste de l'État) est source de graves conséquences. C'est non seulement léger mais irresponsable !

Extrait du programme du Parti Communiste Révolutionnaire de France (PCRF) :

« De manière générale, l'État est un instrument de domination au service de la classe dominante d'une société dans un mode de production donné. Dans notre pays, comme dans les pays capitalistes, l'État est au service du capital financier (fusion du capital industriel et du capital bancaire). Disposant d'outils multiples, il permet de maintenir sa domination de classe sur le peuple-travailleur. Lors des contestations, l'État bourgeois applique la répression grâce à sa police et à un arsenal juridique (lois, état d'urgence...) et judiciaire. »

B. TRAVAIL ET CAPITAL : L'ILLUSION DE L'ENTENTE POSSIBLE

La social-démocratie de gauche et le programme de LFI rejettent l'idée que l'antagonisme principal de notre régime est la contradiction entre le caractère social de la production (des millions d'hommes en interaction) et la propriété privée des moyens de production et d'échange (les propriétaires capitalistes). Ils rejettent la théorie marxiste de la plus-value, de la force de travail devenue marchandise, de la volonté de résoudre cet antagonisme par la socialisation des moyens de production et d'échanges, par l'abolition du salariat.

Ainsi, selon Mélenchon, l'entente entre le travail et le capital est possible. La démocratie n'a pas de caractérisation de classe : prolétaire ou bourgeoise. La démocratie pour tous est atteignable sous le capitalisme où s'accordent salariés et capitalistes. Les expressions « *inventer de nouvelles manières de travailler* » de LFI, ou « *se réapproprier le travail* », comme dans les documents d'orientation des syndicats CGT par exemple, ignorent la question centrale de la propriété des moyens de production. Jamais en France, les travailleurs ne se sont appropriés le travail ; le propre du capitalisme, quelle que soit sa politique globale, est d'exproprier les travailleurs des fruits de leur travail. Les illusions juridiques sont graves ; le capitalisme repose sur l'exploitation du travail salarié, aucune proclamation, aucun espoir de « comportements humains », sans rupture pratique avec le capitalisme, ne changera quoi que ce soit à cette réalité quotidienne.

Ni la liquidation de l'exploitation du salariat, ni de l'oppression nationale, ni la nécessité historique d'abolir le salariat et de liquider les classes ne sont abordées.

Les questions de l'État et de la révolution restent totalement éludées dans tous les programmes de Mélenchon de 2012 à 2022, pas seulement de son époque au PS et avec François Mitterrand, dont il est toujours un admirateur.

Les concepts de classe découlant de l'analyse des rapports de production d'exploitation sont ignorés au profit d'une vague « approche sociologique », le programme parle des « pauvres », des « riches », des « privilégiés », des « castes ».

Comme Roussel, LFI divise le capitalisme en bons et mauvais côtés, la lutte consistant à corriger les mauvais côtés, notamment, l'absence d'intervention des salariés dans la gestion. Marx réfute ce genre de « dialectique ». « *Pour M. Proudhon, toute catégorie économique a deux côtés : l'un bon, l'autre mauvais. Le bon côté et le mauvais côté, l'avantage et l'inconvénient pris ensemble forment, pour M. Proudhon, la contradiction dans chaque catégorie économique* » ; (K. Marx, *Misère de la philosophie*, Editions sociales 1947, page 89).

Les « *nouveaux indicateurs de progrès humain pour mettre l'économie au service des objectifs et des critères de bien-vivre* » de Mélenchon ressemblent fortement aux « critères de gestion » théorisés par Boccara, économiste révisionniste (c'est-à-dire qui modifie le marxisme) du PCF à la place de ceux définis par Marx dans *Le Capital*. L'objectif est de légitimer le profit capitaliste et de s'inscrire dans la reconnaissance, prétendument « sociale » et « humaine », de l'économie de marché. La théorie de la plus-value est en fait remplacée par celle de la « valeur ajoutée ». La valeur ajoutée est un indicateur des richesses nouvelles produites dans le circuit économique ; elle se mesure par la différence entre la valeur finale de la production et le montant des consommations intermédiaires nécessaires à la production. Elle représente donc le total des profits des salaires et des prélèvements. C'est aussi une donnée comptable utilisée par la bourgeoisie, qui masque le fait que cette valeur est le résultat du travail, de la création de plus-value sur le travail. La somme des valeurs ajoutées au niveau national est utilisée aussi pour calculer le produit intérieur brut.

Ainsi LFI peut revendiquer une augmentation de la « valeur ajoutée » sans toucher aux profits capitalistes, voire les augmenter..., tant que les « critères » et « indicateurs » sociaux et environnementaux chers à l'Union Populaire de Mélenchon seront respectés...« pour bien vivre »...

En clair, les idéologues réformistes proposent une impossible théorie de l'harmonie entre profits capitalistes (le terme d'exploitation n'apparaît pas dans le document) et développement des investissements pour l'emploi, les salaires et la formation. L'objectif assigné est de limiter la spéculation financière et d'orienter les investissements des monopoles capitalistes pour la production, affublée aujourd'hui d'un nouvel habillage écologique. C'est la domination des auteurs « d'excès », des empêcheurs de tourner en rond d'un capitalisme « régulé » comme but, qui est dénoncée.

L'orientation de LFI comme du PCF découle finalement encore de la conception selon laquelle « la logique des besoins », à la place de la logique financière dans le cadre du capitalisme aménagé, est possible puisqu'elle aurait été appliquée après-guerre jusqu'aux années 70, en bref au mieux un rêve keynésien contre la science marxiste.

« L'humain », expression phare de Mélenchon depuis 10 ans, voilà comment Marx jugeait déjà les auteurs de tels slogans : « *Son Parti, c'est le "parti des hommes", c'est-à-*

dire des exaltés naïfs et magnanimes qui défendent des intérêts bourgeois en les déguisant en buts "humains". » (Karl Marx, dans La critique moralisante et la morale critique).

Extrait du programme du Parti communiste révolutionnaire de France sur le capitalisme :

« La cause des crises du capitalisme-impérialisme est la contradiction entre la socialisation de la production et la propriété privée des moyens de production et d'échange. D'un côté, des millions d'humains travaillent en interaction, maîtrisent les outils de production et créent les richesses ; de l'autre, une poignée de capitalistes décide et profite de la richesse créée par les millions de travailleurs et de travailleuses. »

Extraits des Thèses du Parti communiste révolutionnaire de France sur l'État :

43/ - Deux questions sont indissociables pour appréhender le capitalisme, celle de la propriété privée des moyens de production et celle du caractère de classe de l'Etat.

44/ - L'Etat bourgeois peut revêtir plusieurs formes : République plus ou moins démocratique, Monarchie constitutionnelle, fédéralisme, fascisme, autoritarisme (bonapartisme), mais son contenu de classe est unique : dictature du capital sur le peuple travailleur, sur les nationalités opprimées.

45/ - Engels rappelle que ce sont les puissances d'argent qui s'accaparent le pouvoir capitaliste, « la richesse exerce son pouvoir d'une façon indirecte mais d'autant plus sûre ... premièrement par la corruption directe des fonctionnaires (1) et deuxièmement par l'alliance du gouvernement et de la Bourse ».

(1) Engels ne désigne pas ici les fonctionnaires au sens actuel mais les hauts commis de l'Etat : la bureaucratie/technocratie d'Etat, dont les membres appartiennent à la bourgeoisie.

46/ - Sous le stade impérialiste, le tournant vers la réaction s'exprime par **la subordination** du gouvernement et de l'Etat à l'oligarchie financière, par l'échange permanent des responsables entre les conseils d'administration des monopoles et l'appareil d'Etat.

47/ - Vaincre l'illusion spontanée que l'Etat est au-dessus des classes, le bien de l'ensemble de la société, l'arbitre du conflit entre les classes sociales. (*Il faut aussi combattre le point de vue révisionniste selon lequel l'Etat serait le produit d'un rapport des forces entre classes antagonistes ; thèse alibi d'une conquête parlementaire du pouvoir d'Etat. L'Etat bourgeois n'est pas un instrument neutre mais sa fonction est toujours de servir la domination de classe de la bourgeoisie monopoliste.*)

48/ - **L'appareil d'Etat capitaliste utilise conjointement coercition et recherche du consensus pour briser toute contestation.** La superstructure bâtie sur les rapports de production capitalistes englobe l'ensemble des vues juridiques, religieuses, politiques, idéologiques, scolaires qui concourent au maintien du régime capitaliste. Ses vues sont diffusées par le canal des diverses institutions qui forment des appareils visant à assurer l'hégémonie de l'idéologie bourgeoise : **« les idées dominantes sont toujours celles de la classe dominante ».**

49/ - La superstructure joue un rôle décisif sous la direction et la domination de la classe capitaliste pour organiser le consensus Exploiteurs/Exploités qui soumet ces derniers aux vues dominantes.

51/ - Pour diriger, toute classe dominante a besoin d'alliances, d'un certain consensus pour gouverner. L'oligarchie financière ne fait pas exception sinon on ne comprendrait pas comment ce système peut perdurer. Ces alliances tissées par la bourgeoisie monopoliste avec l'aide de l'appareil d'Etat et d'institutions privées : les églises, les medias ... varient d'un pays à l'autre. En France, la bourgeoisie non monopoliste, les grands propriétaires fonciers, la plupart des moyens et petits capitalistes, une partie des couches moyennes soutiennent ce système. Une partie de la classe ouvrière et des employés via les partis et syndicats réformistes est neutralisée (soutien passif au système). Ces travailleurs doivent être gagnés.

53/ - Toutefois, même sans consensus profond, le capital financier exerce sa dictature **avant tout** grâce aux corps **répressifs** de l'appareil d'Etat : Armée/Gendarmerie/Police/tribunaux d'un côté, bureaucratie de l'autre.

68/ - En France contemporaine, la démocratie bourgeoise est donc la forme prise actuellement par la dictature du capital. Est tolérée (tant que le danger révolutionnaire est maîtrisé) la propagande des forces sociales politiques hostiles au capitalisme, mais la totalité des éléments de la superstructure et de l'infrastructure sont aux mains du capital.

70/ - Le principal moyen de mystification des masses populaires en démocratie bourgeoise reste le suffrage universel et les élections. Le concept utilisé par la bourgeoisie et ses alliés de « citoyenneté » implique la fausse égalité du banquier, du propriétaire foncier, de l'ouvrier, du petit paysan. Les élections servent à légaliser, à légitimer la dictature du capital, présentée comme « l'expression de la majorité citoyenne ».

C. PROGRAMME DE MÉLENCHON, PETIT EXAMEN DE TEXTE

Sur BFMTV, Jean-Luc Mélenchon (JLM) dit qu'il veut convaincre les patrons... Cela annonce déjà la teneur de son programme pour 2022, qui envisage de rester dans le cadre des rapports de production (rapports sociaux) existants, et qui le rend de fait toujours inoffensif pour le capitalisme. Mais par rapport aux programmes de 2012 et de 2017, on constate de plus dans celui de 2022 un changement qualitatif : c'est un programme moins radical et moins contraignant pour l'oligarchie financière.

Le titre « L'Avenir en commun », qui gomme toute idée d'antagonisme entre exploiters et exploités, entre classe dominante et prolétariat, annonce déjà ce qui caractérise fondamentalement ce programme : il est idéaliste au sens philosophique, c'est-à-dire en opposition au matérialisme philosophique. Tout a l'air de pouvoir se faire en dehors des conditions sociales, de la propriété privée. Et en effet, tout ce programme

est écrit sans jamais aborder la question de la propriété, encore moins des monopoles. (Rappelons ce qu'écrit Lénine à ce sujet : « *Nous n'avons pas le droit d'oublier que l'esclavage salarié est le lot du peuple même dans la république bourgeoise la plus démocratique* »)

L'État serait donc, pour JLM, comme un être supérieur au-dessus des réalités sociales qui le construisent (idéalisme philosophique), l'État et même la République étant, d'après lui, sans caractérisation de classe, « au-dessus ».

Or il n'y a pas, dans le monde, de phénomènes isolés, tous les phénomènes sont liés entre eux et se conditionnent réciproquement, tout régime social et tout mouvement social dans l'histoire doivent être jugés, non du point de vue de la « justice éternelle » ou de quelque autre idée préconçue et supérieure à tout, mais du point de vue des conditions qui ont engendré ce régime et ce mouvement social et avec lesquelles ils sont liés. L'activité pratique du parti révolutionnaire doit donc être fondée, non pas sur les désirs louables des « individualités d'élite », sur les exigences de la « raison », de la « morale universelle », ou de « l'humain » etc., mais sur les lois du développement social, sur l'étude de ces lois.

Tout le vocabulaire du réformisme politique est présent, confirmant les théories sociales-démocrates de la gauche proudhonienne.

Tout ce vocabulaire est par ailleurs repris par les directions syndicales locales et nationales (documents d'orientations syndicaux CGT, FSU, etc.) : le « *mode de développement humain et durable* », « *le codéveloppement* », par exemple, témoignent de la domination de l'idéologie réformiste.

Certains titres et sous-titres du sommaire font écho à ce vocabulaire du trompe-l'œil idéaliste et réformiste :

Unir pour bien vivre

Partage des richesses

Pour des banques au service de l'intérêt général

Protéger le secteur des intérêts financiers et politiques

Définanciariser l'économie réelle

Faire la société de l'entraide

Etc.

Dès l'introduction du programme, JLM parle de « *capitalisme financiarisé* », c'est la seule mention explicite du système capitaliste dans son introduction et une des rares occurrences au sein du programme entier.

Bien sûr, le mot « Révolution » ne cible pas ce capitalisme qu'il s'agirait de renverser, mais se limite à la seule « Révolution fiscale » qui s'avère d'ailleurs bien peu « révolutionnaire » quand on lit ce qui est proposé pour que « *plus on gagne d'argent, plus on contribue au bien public* » : abrogation de certaines mesures Macron (ISF, flat tax), impôt et CSG plus progressifs, « *taxer les entreprises ayant profité de la crise sanitaire* », « *favoriser l'investissement plutôt que la distribution de dividendes* », etc. La

vraie révolution consisterait à empêcher définitivement le vol résultant de l'exploitation capitaliste, au lieu de se contenter de le « taxer » ; là, on en est loin...

L'idéalisme, dans l'introduction, apparaît également à travers la notion d'« **harmonie avec la nature** » (nous y reviendrons plus tard dans l'analyse du programme » et celle de « **codéveloppement** ».

Cette proposition de codéveloppement est une négation du stade impérialiste du capitalisme, qui se structure dans une nouvelle division internationale du travail, fondée sur l'antagonisme d'intérêts entre des États dominants qui se subordonnent les pays dominés. Avec le capitalisme de monopoles, les États impérialistes s'enrichissent de l'appauvrissement de pays par la surexploitation de leurs travailleurs, le poids de la dette, le pillage des ressources économiques, etc. Les études même bourgeoises montrent que la période de Covid a encore accentué les écarts de développement avec les pays du Tiers Monde. Et si les pays dominés se montrent récalcitrants, la guerre impérialiste est alors envisagée comme moyen de continuer la politique de profit maximum. C'est cela la réalité de l'impérialisme. Le codéveloppement, sans en finir avec le capitalisme dans les citadelles de l'impérialisme, est donc un leurre, lancé par la social-démocratie il y a des décennies. Ce « codéveloppement » est aussi particulièrement cher aux centrales syndicales françaises d'aménagement du capitalisme...

Thème 1 : « Vivre libres et citoyens »

Sans définition de la démocratie ni de l'État, ni des « privilégiés » ni du « peuple », sans aucune lecture de classe, la seule recherche, forcément illusoire, est celle d'un compromis politique, y compris derrière l'expression d'un radicalisme politique abstrait et idéaliste, qui tente de donner une portée médiatique aux revendications ; or le mouvement ouvrier n'a pas besoin d'un tribun pour porter ses revendications de l'avant, et les expériences désastreuses de Syriza en Grèce (dont le programme a inspiré visiblement Mélenchon) prouvent que ce « radicalisme » ne constitue en rien une alternative crédible.

Chapitre 1 : « Démocratie et institution »

- JLM n'émet pas une idée fausse quand il dit qu'il n'y a pas de **participation des citoyens à la vie publique** et qu'il y a une perte de confiance entre le peuple et les institutions, mais il ne donne pas de définition des « citoyens », alors que ces derniers ne sont pas égaux et pas au-dessus de la division de la société en classes. Par ailleurs, rappelons que par nature, les institutions représentatives ne sont pas ouvertes à tous, il y a ici les illusions démocratiques propres aux antimarxistes et antirévolutionnaires.

- Est évoquée la question du **référendum pour la 6^{ème} République** : mais ce référendum peut être bloqué par la bourgeoisie dans les administrations de la 5^{ème} République (on ne change pas de République en un claquement de doigts) et par le combat idéologique, avec des médias et autres instruments de communication,

qui pousseraient au « NON »... La durée prévue des travaux sur la Constitution est de deux ans : Et entre temps, on continue sur la ligne de la 5^{ème} République ?

- La **critique du Parlement** qui ne fait qu'observer et enregistrer est juste, mais pourquoi aucun mot sur le Sénat ?

- Pas un mot sur l'impérialisme dans la partie 3 (« **Balayer l'oligarchie** ») : ce n'est pas propre au règne Macron, ça fait plus de 100 ans que c'est comme ça et c'est juste que c'est plus visible aujourd'hui avec la maturité de l'impérialisme (capitalisme des monopoles - des grandes entreprises -) et sa réaction sur toute la ligne.

- **Séparer l'État (bourgeois) et la finance**, est-ce équivalent à un retour au capitalisme du XIX^{ème} siècle ? Une forme de capitalisme vaut-elle mieux qu'une autre ?

- **Sécurité sociale** : le retour au « projet du CNR » oublie que ce projet a pu émerger dans un tout autre contexte, celui de l'existence de l'URSS...

- **Droit de vote à 16 ans et vote obligatoire** : pourquoi 16 et pas 17 ? L'obligation ne résout pas le problème politique de fond de l'abstention (le vote blanc la remplaçant alors) ; la question, c'est de donner confiance à la représentation (or le capitalisme-impérialisme dégrade cette confiance par la concentration des pouvoirs, les scandales à répétition, la corruption, la misère grandissante) et en éduquant les individus à avoir une conscience politique éveillée et critique, ce qui est impossible sous l'esclavage salarié.

- Sur la question des parrainages d'élus : JLM ne veut pas mettre fin au **système présidentiel**, c'est un recul par rapport à 2017 et 2012

- **Laïcité** : idéalisme sur la liberté de conscience et l'égalité en régime capitaliste, la « souveraineté populaire » étant un idéalisme supplémentaire

- « **Révolution citoyenne** » : aucune définition, tout comme pour « citoyen » ; les Pinault, Arnaud, etc. sont aussi des « citoyens » ; sont-ils concernés par nos soucis quotidiens et feront-ils cette « Révolution citoyenne » à nos côtés ? Aucune voie électorale à une révolution n'est possible sous la domination de la bourgeoisie.

- **Sur l'argent, les monopoles et la « soumission financière » des médias** : tant que nous sommes sous l'impérialisme, les médias sont un instrument au service des profits et de la domination de classe (par le terrorisme médiatique sur les pensées, qui se manifeste soit par une propagande intense et de la désinformation, soit par une diversion via l'usage de sujets chocs, etc.)

Chapitre 2 : « Sûreté et justice »

- En République bourgeoise, **la justice** n'est rien d'autre que la manifestation des nécessités de l'infrastructure capitaliste : le droit bourgeois est fait pour les monopoles et pour maintenir la domination de classe des capitalistes.

- JLM propose une réforme de l'État bourgeois dans son **appareil répressif** : la DST et les RG sont des outils de répression du mouvement social, n'en proposer qu'une fusion ne met pas fin à cet état de fait, comme si ces deux services ou n'importe quel autre étaient au-dessus de la lutte des classes.

- « **Police républicaine** » : c'est un mythe, elle n'est pas au service des travailleurs

et des libertés, elle appartient à « l'État restreint », c'est une force de répression avec des éléments réactionnaires recrutés de manière consciente ; au-delà des réformes envisagées, la question de fond, c'est : pour quelle classe existera la police dite républicaine ? Le programme n'en touche pas un mot, puisque cette absence de référence aux classes sociales est en quelque sorte le fil (pas !) rouge de toute la ligne social-démocrate de Mélenchon.

Thème 2 : « S'adapter au système de la nature »

Cette notion de « système de la nature » ne veut rien dire, la nature n'existe pas à part, avec des hommes qui vivent dedans et qui subiraient ou domineraient la nature ; les hommes ont transformé l'environnement, et la nature est en l'homme comme il est dans la nature, il y a une relation dialectique et la nature n'existe pas en soi ; la citation de Marx est donc tronquée, la « nature » chez Marx, c'est l'accumulation de transformations, c'est un produit social et les écosystèmes le sont. De ce fait, l'idée d'« harmonie avec la nature » est idéaliste, en prétendant que la nature et l'homme sont deux mondes séparés.

Chapitre 1 : Planification écologique et organisation du pays

- « **Systeme de l'argent-roi** » : il est juste de le dénoncer, mais rester dans le cadre des rapports capitalistes et du mode de production capitaliste ne permettra pas d'y mettre fin, puisque cette tendance est intrinsèque au système capitaliste
- « **harmonie entre les êtres humains** » et « **harmonie entre les humains et la nature** » sont des idéalismes. Sans lutte des classes, l'écologie ne sert à rien, car ce sont les bourgeois qui détruisent l'environnement avec les lois économiques du profit maximum, de l'anarchie de la production et de la concurrence, de l'accumulation du capital ; il faut donc les priver de tout pouvoir économique et politique
- **baisse de 65 % des émissions de gaz à effet de serre** : comment ? Aucun détail n'est donné, il s'agit donc d'un vœu pieux.
- **pour les Outre-Mer** : le choix de ces territoires comme « pilotes » semble lié au fait qu'ils sont moins développés ? Il y a un risque de maintien des inégalités car l'écologie bourgeoise, fondée sur une vision de la « nature », n'a pas d'autre possibilité, en terme environnemental, que de maintenir les territoires dans un moindre développement (pays dominants et dominés, loi de l'inégalité de développement entre pays, loi économique du capitalisme-impérialisme) ; de plus, quid de l'indépendance de ces territoires ? Le programme ne s'avance pas dessus, prônant au contraire une « préférence commerciale »... à l'impérialisme français et aux impérialistes européens.

Chapitre 2 : Les grands défis de la bifurcation écologique

- **100 % d'énergies renouvelables et sortie du nucléaire** : c'est un réformisme qui

peut satisfaire une partie de la bourgeoisie et des monopoles qui restructurent leurs marchés autour de cette dynamique « écolo », sous une double pression de l'offre et de la demande, qui crée une concurrence et de nouvelles parts de marché : c'est le capitalisme vert cher à Macron et dont la France prétend devenir un fer de lance international !

- aucun mot sur **les monopoles qui polluent** : que faire d'eux ?

- « **zéro déchet** » : c'est un mythe sous le capitalisme, car ce projet d'ampleur est impossible sans planification centralisée démocratique qu'interdit la propriété privée des moyens de production et d'échanges, des usines, des entreprises...

- **PAC** = le programme parle de refonte, mais pas de sortie, en lien avec abandon de la « sortie » de l'UE ?

- Limite des prix et des marges de **la grande distribution** : c'est un réformisme libéral, sans aucune proposition sur la nationalisation des groupes ; et comment résoudre les questions des intermédiaires sans la mise en place d'une agriculture moderne et collective ?

Chapitre 3 : « Protection des biens communs »

- « Une **minorité** veut vendre au marché jusqu'aux biens les plus essentiels à la survie humaine » : la notion de « minorité » n'a pas de nature donnée par le programme, c'est vague et abstrait, cela rejoint la question du confusionnisme politique du programme avec la dénonciation d'une poignée de « riches », de « puissants », etc. , sans qu'on sache exactement de qui il s'agit ; idem lorsque sont évoqués « les plus riches » opposés aux « plus pauvres », cela reprend en partie le mythe des 1 % et 99 % sous une autre forme, c'est une démagogie abstraite sans contenu de classe : ce ne sont pas 500 familles qui dirigent le pays, comme on a pu le voir écrit même à d'autres époques. La bourgeoisie et sa fraction dirigeante l'oligarchie financière se subordonnent l'État par un mécanisme unique et la place qu'elle occupe dans les rapports de production (propriétaire des entreprises).

- « **Maltraitance animale** » : y mettre fin, ce n'est pas une question d'harmonie (encore une fois idéaliste), mais un souci de rapport d'une société à elle-même : en mettant fin au capitalisme, on permet de mettre fin à la maltraitance animale car on met d'abord fin à la maltraitance humaine qui était en place dans le travail salarié et dans le mode de production capitaliste.

- aucune alternative proposée aux **pesticides** ; or dans les espaces ruraux, certaines parcelles ne peuvent pas s'en passer au risque de perdre une grande partie des récoltes ; par ailleurs, certains pesticides ne sont pas si contraignants en terme environnemental (humain et écosystèmes) ; la question, c'est donc de contrôler la production des pesticides en socialisant les entreprises (elles appartiennent et sont sous contrôle de toute la société), les travailleurs et les spécialistes-scientifiques ayant le contrôle sur la filière chimique.

Thème 3 : Unir pour bien vivre

Comment créer l'unité si on ne met pas fin au conflit de classes ? Aucune solution dans ce sens n'est proposée par JLM, il se perd dans une série d'idéalismes (en dehors de la réalité de l'infrastructure), encore une fois.

« *Il est urgent d'en finir avec la société des **privilèges*** » : sans lien avec la remise en cause d'un système économique qui donne à une classe (la classe bourgeoise) le « privilège » de sa domination, cette notion de « privilèges » reste dangereuse, et on sait que Macron et son gouvernement l'utilisent abondamment pour diviser le peuple-travailleur (qui n'a pas entendu dire que les cheminots étaient des « privilégiés », avec leur régime spécial de retraites ?).

Chapitre 1 : La vie en état de pandémie permanente

- le programme propose le **blocage des prix** au lieu de nationaliser la grande distribution et de s'attaquer à la question de la propriété des entreprises comme à la perspective de la disparition des intermédiaires, que seul le socialisme-communisme peut avancer jusqu'au bout !

- un « **État planificateur** » n'est pas nécessairement un État en faveur des travailleurs ; par exemple le plan, dans les années 50-60, avait pour objectif la reconstruction et l'accumulation du capital, ce qui n'a pas empêché l'État de mener des répressions sanglantes et de poursuivre la politique coloniale de la France...

- « **situations d'oligarchie ou de monopoles** » dans les **Outre-Mer** : cela existe aussi en métropole, mais est-ce moins gênant ?

- « **produire en France et assurer notre indépendance** » : dans la mesure où, en effet, la concurrence inter-impérialiste a des répercussions graves sur nos conditions de travail et de vie, cette exigence paraît légitime ; mais les mesures proposées s'avèreront impossibles à réaliser dans le cadre capitaliste, car là, c'est la loi des avantages comparatifs et des économies d'échelle qui prime, qui conduit à une division internationale du travail et des gains, à l'échange, ainsi qu'à une spécialisation des pays. « **Renégocier le cadre de l'OMC** » : cette mesure, par exemple, qui ne propose pas de sortir de l'OMC, révèle le caractère de vœu pieu de « l'indépendance » évoquée.

Chapitre 2 : Plein emploi

- « **réduction du temps de travail** » (35 heures hebdo et aller vers les 32 heures pour métiers pénibles - mais non définis... -) : ce n'est évidemment pas impossible sous le capitalisme, mais on a vu, notamment dans le domaine de la production et de certains services, comment le patronat réussit à contourner les effets de cette mesure sur leurs profits, par une réorganisation du travail, des pressions sur les cadences de travail et sur les salaires ; or JLM ne paraît pas disposé à proposer une confrontation générale contre ces stratégies patronales...

- « **rétablir la retraite à 60 ans après 40 années de cotisation** » : cette proposition nous ramène à la réforme Balladur de 1993, qui a remplacé les 37,5 annuités de cotisation par la durée de 40 ans, et dont les conséquences ont été une baisse drastique des pensions. Compte tenu du temps d'études nécessaire pour l'immense majorité de la jeunesse actuelle (au moins 3 ans après le Baccalauréat), cette mesure ne signe pas un réel progrès social.

- **Précarité** : « *cette vision « jetable » des salariés dévalorise le travail, nie les métiers et les savoir-faire* » : le recours à la précarité ne se réduit pas à une « vision », c'est la structure concrète et matérielle de la production capitaliste qui crée la précarité et l'ubérisation ; le fait de parler de « vision » sous-entend qu'on peut convaincre les monopoles et changer de cap dans le capitalisme, c'est impossible.

- « **plafonner les versements de dividendes aux actionnaires en limitant la part des bénéficiaires qui leur est distribuée à la part versée aux employés** » : on est en plein réformisme, avec cette tolérance de la mise en bourse capitaliste des entreprises, sous prétexte de ruissellement ou de « roussellement (car Roussel a les mêmes propositions) !

- Proposition d'une « **sécurité sociale professionnelle** », censée « **rendre le travail indépendant du capital** » : il s'agit d'une « revendication » phare de la CGT (la « SSP »), projet réactionnaire le plus symbolique du glissement vers le syndicalisme d'accompagnement de la centrale autrefois de luttes de classes, et désormais plus proche de la CFDT. En effet, cette « solution » revient tout simplement à admettre le caractère inéluctable de la précarité, des restructurations, de la flexibilité, bref à « s'adapter » aux évolutions du système capitaliste ! Nous avons écrit une brochure sur cette SSP, invention de Le Duigou, éminent bureaucrate de la CGT et champion de la collaboration de classes.

- « *Nous inventerons les nouvelles manières de travailler au XXIème siècle* » : il n'y a pas mille et une façon de travailler, sous forme de travail salarié et aliéné ou sous forme de travail socialisé et émancipateur.

- De même, « **en finir avec la souffrance au travail** » est une illusion de plus, si on ne met pas fin aux rapports de production capitalistes (!) ; sans analyse matérialiste de la souffrance au travail, (ce sont bien les lois du capitalisme qui aliènent les travailleurs !), le programme en reste à des solutions incapables de régler le problème à la racine.

Chapitre 3 : Partage des richesses

Nous expliquons ci-dessus, dans notre partie « **Travail et capital : l'illusion de l'entente impossible** », en quoi ce concept de « partage des richesses », commun à Roussel et à Mélenchon, n'a pas de sens dans la lutte des classes : doit-on partager avec les monopoles à parts égales ? Les travailleurs produisent les richesses et sont aliénés par le travail salarié ; ils sont les véritables maîtres de la production, sans eux l'économie ne fonctionne pas ; c'est donc aux travailleurs que reviennent les richesses, pas de partage entre les classes (ici le terme « intérêt général » n'a aucun sens), il y aura le partage une fois que les moyens de production auront été socialisés et les richesses

contrôlées par les travailleurs, à travers une prise de pouvoir révolutionnaire, ce que le programme n'aborde aucunement depuis le début...

- « **mettre au pas la finance** » : en régime capitaliste à son stade impérialiste, la finance n'est pas séparée de la production ! Au contraire, le capital financier, c'est la fusion des capitaux de la banque et de l'industrie qui ne font qu'un dans le système des monopoles. Il est historiquement impossible pour le capitalisme de faire un « bond en arrière », car la composition matérielle et organique du capital est à l'intégration de la finance, dans les parts des actionnaires sur les entreprises et leur capital constant/fixe, mais aussi dans le mode de financement et les fonds des entreprises qui sont en bourse et qui s'adressent aux banques pour se financer ; l'État bourgeois est un acteur concret dans ce processus, il participe de la mise en place d'une juridiction favorable pour que les entreprises puissent se financer et être relativement protégées : accéder au pouvoir de l'État bourgeois ne permettra pas de se séparer de la finance et des « banques d'affaires », notamment du fait que des représentants sont présents dans l'administration de l'État bourgeois ; de plus, laisser vivre la finance tout en prétendant « *la mettre au pas* », c'est se risquer soit à des compromis avec les monopoles, soit un conflit latent qui rétablira la bourgeoisie ultra-libérale et réactionnaire au pouvoir d'une façon ou d'une autre (élections, coup d'État, corruption, etc.), soit au déclenchement de la révolution socialiste, que Mélenchon veut éviter, apparemment...

- « **les banques doivent avoir une mission d'intérêt général** » : c'est vrai dans le cadre du socialisme, mais dans le cadre du capitalisme, l'affirmer, c'est créer une illusion (si tant est qu'on définisse ce qu'est « l'intérêt général ») ; rappelons que la monnaie n'est pas seulement un « bien commun », mais une marchandise et le produit de la société marchande, sur le long terme, le contrôle et la gestion démocratiques, comme propose le programme, ne suffiront plus.

- « **exiger de l'UE que la BCE transforme la part de dette des États qu'elle possède en dettes perpétuelles à taux nul** » : nouvelle illusion, puisque la BCE est l'instrument des monopoles et des États pour assurer l'accumulation de capitaux et faire pression sur les conquêtes sociales ; la BCE maintient les États dans un endettement permanent pour exercer une austérité généralisée contre les travailleurs ; exiger cette transformation ne suffira pas, il faut sortir de l'UE en lien avec la révolution pour le socialisme-communisme en France.

- « **Révolution fiscale** » sur des « **bases claires et justes** », mais JLM ne propose pas de supprimer la TVA sur les produits de première nécessité (seulement de la baisser), alors que la TVA est l'impôt le plus injuste ! Par ailleurs, qu'est-ce qui est juste ou injuste ? Ici, seule l'opposition riche/pauvre est utilisée, sur cette base il y aura toujours des contestations sur le taux d'imposition, tout à fait compréhensible, dans la mesure où le concept de justice est utilisé de manière abstraite et quasi subjectiviste.

- « **Faire la société de l'entraide : généraliser l'économie sociale, solidaire et coopérative** » : Citons aussi l'introduction à ce point, dont l'illusion de radicalité est particulièrement trompeuse : « *Face à la prédation de la finance et à la dictature des actionnaires, une autre économie est possible. Elle existe déjà, avec des centaines de milliers d'entreprises et des millions d'emplois. Nous proposons des mesures pour*

qu'elle devienne l'alternative à l'économie libérale. Il s'agit de remplacer l'autoritarisme individuel par la délibération collective, le travail imposé par le travail émancipateur, la production aveugle par la production utile. Puisque le capitalisme ne supporte pas la démocratie, remplaçons-le. » L'alternative à cette société d'injustice serait donc le recours à de la petite production (les « centaines de milliers de... » PME, sans doute, qui représenteraient « une autre économie »...), tout en laissant les monopoles assurer la production à grande échelle, et sans envisager de planifier cette production pour répondre aux besoins humains ? Comment penser l'avenir, avec ce retour à une économie à taille réduite, en laissant le champ libre à des petites productions qui ne se coordonnent que très peu et ne prennent en compte que les besoins locaux via le marché ? Enfin, si cette économie de coopératives « existe déjà » sous le capitalisme, et devient un modèle de production ayant fait ses preuves, pourquoi affirmer, de façon, assez absurde : « puisque le capitalisme ne supporte pas la démocratie, remplaçons-le », sans définir clairement de quelle « démocratie » on parle ? Aujourd'hui, la France capitaliste présente une « démocratie bourgeoise », au service des monopoles et de la classe possédante ; si JLM prétend « remplacer le capitalisme », pour que l'État soit vraiment démocratique, pourquoi ne propose-t-il pas la voie vers la révolution socialiste ? On est ici dans le domaine de la « pensée magique », contraire à ce que doit être la vraie responsabilité politique...

- « **éradiquer la pauvreté** », mais aucun mot sur la source de la pauvreté qu'est le capitalisme-impérialisme.

- Pour la jeunesse, les expressions « **emploi spécifique jeune** » et « **service citoyen obligatoire** » rappellent les emplois-jeunes et le SNU, qui n'ont nullement résolu la question de la précarité des jeunes, et en ont fait plutôt une variable d'ajustement face au manque de postes dans les services publics...

- Sur **le logement**, une contradiction apparaît : « *Le libre marché ne permet pas de répondre à la demande du peuple* », écrit JLM en introduction, mais s'agissant de « *réquisitionner les logements vides* », il propose de « *les remettre sur le marché* ». Si ce n'est pas l'État qui s'empare de cette question et propose les logements vides à la location et à prix fixes, le marché ne fera que varier les prix notamment dans les centres-villes, donc les inégalités d'accès au logement perdureront.

Thème 4 : Humaniser les personnes et la société

« *Chaque être humain doit se voir offrir la possibilité de façonner son existence à travers l'accès au savoir, au sport, à la culture* » : « *se voir offrir la possibilité de...* », cela rejoint le concept d'« égalité des chances » servi par la bourgeoisie, notamment dans l'Education. Argument fallacieux s'il en est, puisque en effet, les possibilités existent, mais que les conditions d'accès à ces possibilités sont maintenues comme profondément inégalitaires, car déterminées par des facteurs sociaux que sont la division en classes et la reproduction sociale qui en est issue (face à la poursuite d'études supérieures, par exemple, il n'y a pas, objectivement, d'égalité de chances ni d'accès entre les fils et filles d'ouvriers et les autres).

Chapitre 1 : Égalité

- **Egalité hommes/femmes** : à ce sujet, nous renvoyons à nos tracts et brochure sur la question de l'émancipation des femmes, car nous y faisons la démonstration du lien fondamental entre lutte contre le capitalisme, pour le socialisme, et lutte pour les droits des femmes. Parmi nos revendications, celle d'un plan massif de construction de crèches, apparaît dans le chapitre suivant (sur la petite enfance), mais sans une socialisation des moyens de production, cette mesure, comme bien d'autres laissées dans le cadre du capitalisme, risque de ne pas trouver les sources de financement nécessaires...

Chapitre 3 : Éducation et formation

- « **la gratuité réelle de l'éducation publique** (cantines, transports, fournitures scolaires, activités périscolaires) » est légitime, mais elle se heurte à nouveau à la réalité du capitalisme et de la propriété privée des moyens de production, sous la protection de l'Etat bourgeois : par exemple, sur la question des manuels scolaires, on ne peut ignorer que les éditions scolaires appartiennent à des monopoles, dont Bolloré qui en contrôle une grande part ; alors, si on ne les nationalise pas, comment fournir gratuitement ? Si l'État paie les manuels scolaires pour les élèves, au prix fort exigé par ces monopoles de l'édition, cela revient au même, car c'est payé avec l'argent des travailleurs...

Thème 5 : Ordonner le monde

« **Il nous faut bâtir une France indépendante, insoumise aux dogmes de la Commission européenne et à l'hégémonie des États-Unis d'Amérique** » : Dans le cadre du capitalisme, la France ne peut être pleinement indépendante puisque des monopoles étrangers s'installent sur le territoire (+ 32% d'investissements étrangers en France depuis un an !) et font pression sur l'État bourgeois à différentes échelles ; de plus, les échanges de marchandises, via la loi des économies d'échelle et des avantages comparatifs, font que la France (en régime capitaliste) a tout intérêt à rester dans le cadre de l'Union Européenne et à importer des marchandises depuis le monde.

Chapitre 1 : Europe

- Sur l'UE, il y a clairement **recul par rapport au programme 2017**, puisque le « plan A » est désormais la « **rupture concertée avec les traités actuels** », tandis que le « plan B » consiste à « **désobéir aux règles bloquantes chaque fois que c'est nécessaire** ». Il n'est plus question d'envisager la sortie de l'UE, et l'idée que la France capitaliste pourrait, « *en agissant en éclaireur [...] entraîner les autres peuples européens* », est d'une naïveté confondante ! A ce sujet, nous renvoyons nos lecteurs à notre position sur l'UE, développée dans le n°1 du Bulletin « *Echanges communistes* », accessible sur notre site.

- **Pas un mot sur le rôle de l'Union Européenne dans les stratégies de déstabilisation en lien avec l'impérialisme américain** depuis les années 90 particulièrement ; vision mécanique et chauvine des USA comme soumettant les États européens ; incompréhension des contradictions entre États impérialistes y compris à l'intérieur de leurs Unions ; incompréhension de la loi de l'inégalité de développement entre pays capitalistes, sous-estimation opportuniste de son propre impérialisme...

Autant d'aveuglements qui renforcent le caractère illusoire des « plans A et B ».

Chapitre 2 : Une diplomatie altermondialiste pour la paix

- « **Les quinquennats Sarkozy, Hollande et Macron ont enfermé la France dans l'OTAN et dans une vision étroitement « occidentale » du monde qui aggrave les tensions mondiales** » : ce n'est pas qu'une question de vision, mais de croissance du capital français qui, sous ces gouvernements, a fait le choix de l'engagement atlantique pour sécuriser ses intérêts face aux capitaux émergents que sont la Russie, l'Inde, la Chine etc., tout en jouant sa propre partition ; c'est le capitalisme-impérialisme qui accroît les tensions entre les nations, par le fait que les capitaux ont un besoin constant d'étendre leur marché et d'accaparer les matières premières et les infrastructures de communication et d'échanges ; l'OTAN permet de créer les conditions d'une entente pour une sécurité collective des capitaux occidentaux.

- « **Se retirer immédiatement du commandement intégré de l'OTAN puis, par étapes, de l'organisation elle-même** » : pourquoi par étapes ? Il n'y a aucune négociation ni compromission à faire avec cette alliance de bandits qui ne sert pas les peuples, mais les monopoles des pays qui la composent.

- « **Les alliances militaires permanentes, comme l'OTAN construite par et pour les États-Unis, sont contraires aux intérêts et aux principes de notre pays** » : c'est vrai dans une certaine mesure, mais les intérêts français ont été bien représentés au sein de l'OTAN et c'est bien la France qui envoie d'elle-même du matériel et des troupes à l'Est contre la Russie, qui commande la flotte méditerranéenne, etc.

- « **Renforcer l'ONU pour faire vivre un monde ordonné** » : par le biais de réformes et de la création de nouveaux organismes (« *une organisation mondiale de l'environnement* », « *une force d'intervention et de sécurité écologique* », par exemple), cette vision de l'ONU est à nouveau frappée de naïveté, puisque la majorité des États la composant sont ou bien des États impérialistes ou bien des États sous la coupe de ces impérialismes ; rappelons que l'ONU a permis des guerres de rapine sur des bases fausses et mensongères via une certaine tolérance et inaction des États membres (pensons à la guerre des USA en Irak : le « non » de l'ONU n'a été suivi d'aucune sanction contre les États-Unis ; sans parler des dizaines de résolutions contre l'État d'Israël, toutes restées lettres mortes...)

- « **mondialisation néolibérale** » et « **néolibéralisme** » sont des concepts qui faussent une vision claire du stade où en est le capitalisme aujourd'hui, à savoir celui d'une nouvelle phase offensive après le renversement de l'URSS, plus agressive à mesure que sa crise structurelle se confirme ; mais c'est toujours le

capitalisme et c'est l'évolution prévisible de la politique du capital depuis le 20^{ème} siècle. Ce n'est pas en prétendant pouvoir accéder à un capitalisme plus « humain » qu'on règle les problèmes d'écologie, d'industrialisation, de chômage et de production vivrière de qualité, des questions que le capitalisme est en incapacité totale de régler.

- Compte tenu de ce qui précède, « **Porter au sein du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) des propositions de rupture avec le néolibéralisme international** » est une préconisation qui ne peut que faire sourire, quand on sait le rôle dévolu à ces organismes créés pour répondre aux besoins du capitalisme mondialisé.

- « **agir pour l'adoption à l'ONU d'un règlement contraignant les multinationales à respecter des normes sociales et environnementales** » : voir ci-dessus notre analyse sur la naïveté de cette proposition qui, comme les autres, oublie la composition de cette organisation et donc son rôle dans la pérennité des rapports de production capitaliste.

- **Outre-Mer** : aucune proposition de reconnaissance de l'autonomie ou de l'indépendance des Outre-Mer... Cela confirme la vision de « laboratoire » des Outre-Mer, que nous avons critiquée ci-dessus.

- **Afrique** : le programme de JLM propose d' « organiser un débat suivi d'un vote au Parlement sur les objectifs et l'action de l'armée française au Sahel et au Mali, et de décider d'un calendrier de retrait des opérations militaires au Sahel » ; comme pour le retrait de l'OTAN, cela ressemble à de la tergiversation, alors que le principe, exigé par les peuples du Sahel, de « aucune armée étrangère sur notre sol » doit être simplement et immédiatement appliqué ; ce manque de clarté dans la position vis-à-vis de l'Afrique, a été confirmé par le discours prononcé par JLM à l'Assemblée Nationale le 22 février 2022, où il a rejeté la responsabilité de la crise au Mali (exclusion des ambassadeurs français et accords avec Wagner) sur le seul Mali, ajoutant que les Français n'ont pas été respectés et que des soldats français sont morts pour sauver le Mali ! Le candidat Mélenchon sera-t-il plus clair à l'égard de l'Afrique que ne l'est le député Mélenchon ?

Chapitre 3 : Nouvelles frontières de l'humanité

- « **Protéger les mers et océans, relancer la découverte de l'espace, affirmer le caractère d'intérêt général de la révolution numérique** » : une multitude de mesures suit ces préconisations, en laissant entendre que toutes les logiques de marché qui se sont installées dans ces secteurs disparaîtront comme par enchantement...

- Sur les « **infrastructures du numérique et des télécommunications** », par exemple, le programme propose de passer sous « **contrôle public** », mais on ne sait pas ce que cela implique : nationalisation ou juste un regard « plus attentif » de l'État ? Le problème des infrastructures est relié aux monopoles capitalistes qui sont les propriétaires et qui font ce qu'ils veulent pour censurer ou interdire à un pays l'accès à Internet.

D. CONCLUSION

Comme nous l'écrivions déjà en 2017, dans notre brochure intitulée « Voter Mélenchon, c'est renforcer le réformisme ! », un tel programme, marqué au sceau de l'idéalisme et de l'illusion réformiste, ne peut recueillir notre soutien, sous peine de mettre le prolétariat de notre pays à la remorque d'une idéologie petite bourgeoise antirévolutionnaire que nous combattons.

Derrière une apparente radicalité, la candidature de Jean-Luc Mélenchon cherche à capter les voix populaires du mécontentement, mais en imposant l'idée que la révolution, la vraie, celle du renversement du capitalisme, ne serait plus à l'ordre du jour.

Nous estimons donc que le vote Mélenchon, tout comme le vote Roussel, est un leurre dangereux pour l'avenir du mouvement révolutionnaire dans notre pays.

Le PCRF affirme, pour sa part, que la classe ouvrière, la classe des travailleurs, du prolétariat (peu importe le terme), est la force sociale capable d'en finir avec l'exploitation de l'être humain par l'être humain.

E. Une seule alternative populaire : la révolution pour le socialisme-communisme

- La lecture du programme Mélenchon confirme le constat que c'est LFI est un mouvement réformiste de type social-démocrate. Les ressemblances avec le projet du PCF sont grandes et sur le fond la même idéologie sociale-démocrate de gauche. En l'absence de véritable Parti Communiste, la petite bourgeoisie se met à théoriser et se subordonner politiquement la seule classe émancipatrice : la classe ouvrière
- Libres à certains de penser que le « communisme moderne » conduirait automatiquement à ressembler, à LFI ou au PCF, c'est-à-dire pour trait pour trait à la vieille social-démocratie ; libres à nous, restés révolutionnaires, d'être convaincus – et d'en convaincre les autres – que le courant véritablement communiste a un avenir dans ce pays et dans le monde, que le marxisme est la source la plus scientifique d'analyse et de transformation du monde. On ne camoufle pas les faiblesses de notre mouvement communiste de France en se rangeant sous la bannière, fût-elle critique, de l'opportunisme et du réformisme (Mélenchon/LFI, PCF/Roussel...). Ces dernières années, bien que très minoritaires dans le pays, l'URCF, puis le jeune PCRF avec ses campagnes, a pu mesurer le capital de sympathie dont bénéficie le communisme révolutionnaire, notamment dans la classe ouvrière, dans les manifs, dans les quartiers, à la porte des entreprises, dans les entreprises. Les luttes sont le terreau du communisme, nous y construisons la reconnaissance et les bataillons du Parti. De la bolchévisation et du travail prioritaire en direction de la classe ouvrière émergera avec l'organisation communiste une stratégie révolutionnaire des luttes.
- La révolution est une bataille longue et multiforme, a démontré Lénine dans « Le

gauchisme, Maladie infantile du communisme ». Période qui avance en zigzags, faite d'avancées et de reculs. Pour que la révolution vienne à l'ordre du jour, il faut avoir éduqué la classe et les travailleurs depuis des décennies, sur la conviction qu'il faut travailler à détruire le capitalisme.

- Il peut arriver aussi que la crise révolutionnaire débouche sur les seules grèves, quand l'avant-garde n'a pas éduqué les travailleurs dans la tâche de renversement du capitalisme, et s'est contentée des échéances électorales, des concessions peuvent être faites au mouvement pour sauver et pérenniser la domination capitaliste (voir mai 68 !).

- L'unité idéologique de notre Parti Communiste Révolutionnaire de France permet de renouer avec le marxisme sur l'approche matérialiste de l'Etat, la révolution comme résolution de la contradiction capital/travail, la théorie léniniste de l'impérialisme, les origines ou plutôt les racines françaises (nos racines !) spécifiques du courant révisionniste dans le monde. Lénine a maintes et maintes fois expliqué que les défauts et traditions ne manquent pas d'apparaître, même sous des formes renouvelées.

- L'opportunisme a ses racines objectives, découlant du caractère social hétérogène de la classe ouvrière, marquée par l'influence « petit propriétaire » de la paysannerie, de l'artisanat ou autre, des travailleurs indépendants déclassés de la bureaucratie ouvrière. L'influence idéologique de l'opportunisme ne manque pas de se diffuser dans les « cellules » de l'organisation communiste. L'opportunisme est porteur d'un maintien des rapports de production capitalistes, dont il critique les conséquences, mais dont il doute finalement de la nécessité ou de la possibilité révolutionnaire de leur destruction ; l'opportunisme se rallie finalement à l'idée de mieux vivre sans changer de société, même si l'idéal révolutionnaire n'est pas abandonné en tant qu'idéal et bonne conscience... Ainsi l'opportunisme est-il un courant d'adaptation du parti communiste au capitalisme, un frein objectif à son développement. Tel a été le chemin du PCF avant sa social-démocratisation définitive et d'être avec ou de ressembler à LFI de Mélenchon. La lutte contre l'opportunisme doit être pensée, non pas tant comme une lutte contre des individus que comme une lutte contre un courant politique. Sans cette lutte permanente contre l'opportunisme et son porteur matériel, la petite bourgeoisie (particulièrement représentée en France), il ne peut y avoir de PC.

- Le marxisme-léninisme, tout en prenant appui sur le mouvement spontané (et nous avons de la chance qu'il existe en France une forte spontanéité), va éduquer la classe, afin que se dégage une avant-garde, percevant la nature du système, de son Etat, du fait que la bataille pour les revendications (bataille importante) ne peut résoudre que des questions partielles mais pas les revendications fondamentales : destruction du capitalisme, propriété sociale des moyens de production, d'échange, d'informations, pouvoir du prolétariat.

- Ainsi le travail du PCR de France doit-il partir des préoccupations et souffrances du peuple-travailleur, de la nécessité de réponses immédiates sans attendre la révolution. Notre programme est construit autour de cet axiome (ou « cette loi ») vérifié : les grands changements, les conquêtes sociales ont toujours leurs sources dans les luttes de classes !

- Rejeter par la grève et la lutte certaines conséquences du capitalisme (bas

salaires, licenciements, violences d'Etat etc.), ce n'est pas encore rejeter le système d'exploitation lui-même et sa représentation politique. La dialectique de lutte du PCRF se situe là : « accuser le capitalisme » pour relier, par la démonstration et l'expérience de leurs propres luttes (et non pas une simple incantation), le mécontentement populaire aux sources matérielles (le capitalisme) qui engendrent tous les maux actuels. La construction du PC en dépend. Des années, voire des dizaines d'années de travail en ce sens seront nécessaires.

- En même temps que se construira et se renforcera un véritable PC, indispensable pour transformer une situation révolutionnaire en révolution, nous résoudrons la question qui fait le plus défaut dans le mouvement ouvrier : faire grandir la conscience de classe et gagner la majorité active (la majorité de ceux qui luttent) à la compréhension de l'anticapitalisme puis à l'adhésion au changement de société par la révolution du socialisme-communisme avec son PC ; favoriser l'émergence d'un front social antimonopoliste regroupant organisations et partis progressistes, démocratiques, de jeunes, de femmes, anti-impérialistes, syndicats, collectifs, travailleurs non organisés, intellectuels...

- La base politique du front doit être le front uni dans l'action des organisations communistes (bloc rouge) qui se réclament du marxisme-léninisme. Les axes politiques du front doivent constituer des éléments de rupture avec la politique capitaliste, mais ils ne relèvent que de la satisfaction urgente des besoins immédiats.

- Cette voie est notre longue marche pour que les masses populaires prennent conscience que leurs aspirations ne peuvent se réaliser que par la révolution, mais également pour construire le Parti (objectif stratégique dont découlent nos tactiques), capable de jouer son rôle hégémonique pour fédérer les luttes ! Ces batailles exacerberont toutes les contradictions du système capitaliste, si les communistes jouent pleinement leur rôle avec leur Parti, des millions de travailleurs se poseront, par leur propre expérience, la question du bris de l'Etat capitaliste, obstacle ultime à leur émancipation sociale.

- Cette lutte quotidienne contre les conséquences du capitalisme **constituera toute une époque historique**, le processus de luttes nationales et internationales qui prépareront la révolution anticapitaliste et la seule alternative à la crise générale aggravée du capitalisme-impérialisme : le socialisme/communisme !

Si les lecteurs sont intéressés à connaître la position de notre Parti sur ces élections présidentielles ainsi que ses thèmes de campagne et axes de lutte, nous les invitons à lire sur notre site des extraits du rapport à notre comité central sur ce sujet. Nous avons également fait fin janvier une déclaration que vous pouvez trouver résumée en tract.

Bien sûr, notre ligne politique est à lire à travers nos textes de congrès et documents théoriques ainsi que nos articles de notre journal organe central « *Intervention Communiste* ».

Vous trouverez également sur notre site notre programme dont vous pouvez lire un extrait ci-dessous.

[...]

C/ La satisfaction des besoins matériels et culturels

Notre programme vise à inscrire nos objectifs dans les luttes contre les monopoles et pour battre les forces réformistes. Il ne s'agit pas d'aménager le système d'exploitation, ou de « l'humaniser », mais de mettre à jour ses contradictions pour élever la compréhension historique de la nécessité de briser l'État bourgeois. Enfin, les luttes revendicatives immédiates nourrissent le processus de luttes de classes jusqu'à la révolution socialiste, non pour « faire l'économie » de cette dernière, mais pour qu'elle soit au cœur des luttes quotidiennes. C'est d'autant plus nécessaire que la victoire temporaire de la contre-révolution, venant après des années de domination de l'Eurocommunisme révisionniste dans le PCF, a détruit le mouvement révolutionnaire dans notre pays et affaiblit de manière considérable la conscience de classe révolutionnaire.

Nous avons comme tâche programmatique d'aider la classe ouvrière à reconstruire cette conscience de classe révolutionnaire. Dans cette perspective se pose la question de la construction du Parti Communiste dont la classe ouvrière et les masses ont besoin pour mener leur combat et s'orienter contre la bourgeoisie. L'édification du Parti est un processus long et difficile auquel le PCRf entend apporter sa contribution sans sectarisme ou hégémonisme à l'égard des autres composantes du Mouvement Communiste de France, mais sur la base du marxisme-léninisme et de la nécessaire bolchévisation des organisations.

Dans la bataille pour le socialisme, nous poursuivons trois objectifs : la mobilisation des travailleurs contre l'exploitation capitaliste, la mobilisation contre la bourgeoisie en tant que classe, et la préparation des masses à l'affrontement révolutionnaire décisif.

II° LA SOCIÉTÉ SOCIALISTE VERS LE COMMUNISME

Notre objectif central est l'émancipation des travailleurs. Cela passe par la liquidation de l'exploitation capitaliste. Notre programme vise à la mise en mouvement de la classe ouvrière et de l'ensemble des forces sociales qui sont ses alliées. L'ensemble des luttes à mener doit conduire non pas à leur émiettement, mais au contraire à leur concentration, à leur interaction, et déboucher sur un renforcement de l'organisation des masses populaires. Le parti communiste est la plus haute expression de l'organisation de la classe ouvrière. Il veille à ce que les revendications, depuis la plus petite jusqu'à celles qui débouchent sur un face à face direct avec la bourgeoisie et son État, contribuent à l'élévation de la conscience révolutionnaire des masses et les préparent à l'affrontement révolutionnaire avec la bourgeoisie. Cela signifie l'utilisation de tous les moyens d'action populaire possibles pour briser l'appareil d'État et vaincre la bourgeoisie. L'expérience historique montre que lors de cet affrontement, les travailleurs doivent s'être dotés des instruments nécessaires pour briser et remplacer la machine d'État bourgeoise. Ces instruments sont ceux du nouveau pouvoir, la dictature du prolétariat qui met fin à la dictature de la bourgeoisie. La forme particulière que

prendront ces instruments lors de la révolution se déterminera dans l'action, mais elle se formera à partir d'un vaste front social d'action contre la bourgeoisie autour de la classe ouvrière, front dont l'édification doit commencer dès maintenant à partir de la lutte pour reconstruire une conscience de classe révolutionnaire. Mais ce front doit s'orienter dans son action sur le contenu de notre programme : la révolution socialiste et la construction du communisme dans sa première étape socialiste. Ce front ne saurait être un front interclassiste, une alliance entre partis avec un programme commun : il s'agit du rassemblement, sur la base des convergences dans la lutte contre la bourgeoisie monopoliste et l'oligarchie financière, de la jeunesse, des femmes, de la paysannerie laborieuse, des semi-prolétaires, des intellectuels, des travailleurs indépendants, des retraités, participant par l'intermédiaire de leurs organisations comme individuellement dans des comités populaires, autour de la classe ouvrière. Au sein du prolétariat, la classe ouvrière occupe une position sociale et des intérêts économiques et politiques, qui sont les seuls à même de matérialiser l'ensemble de leurs aspirations. La classe ouvrière y sera représentée par le syndicalisme de classe, par notre Parti communiste ou par un bloc d'organisations communistes, et par les travailleurs des entreprises. Des organisations politiques petites bourgeoises (celles qui se disent « de gauche ») pourront y participer, mais en aucun cas le Parti Communiste ne mettra de côté son objectif révolutionnaire au nom de l'unité. Ce front social d'action sera la base sociale d'appui de la révolution et du pouvoir prolétarien qu'elle mettra en place.

A/ Un État de type nouveau pour la classe ouvrière et les masses populaires

Le nouveau pouvoir devra organiser son appareil d'État, développant la plus large démocratie pour les masses populaires tout en organisant la défense du nouvel ordre social contre les tentatives contre-révolutionnaires intérieures comme extérieures. L'appareil administratif doit être mis au service de la population laborieuse, et être profondément transformé. Les travailleurs ne peuvent utiliser la machine d'État telle quelle qui a servi à les opprimer durant des siècles. Sous la direction de la classe ouvrière, ils doivent briser l'État capitaliste. La police sera restructurée sur la base de la participation des masses populaires aux questions de sécurité publique, l'armée également : elle fonctionnera sur la base d'une armée populaire, du principe du peuple en armes.

La Constitution socialiste reposera sur les organes de pouvoir populaire nés du processus révolutionnaire. Une assemblée nationale populaire sera la source du pouvoir politique et administratif. L'opposition entre exécutif et législatif sera supprimée, l'Assemblée mettant en œuvre les mesures adoptées. La justice sera indépendante, le principe électif sera introduit pour un certain nombre de fonctions, et le principe du jury populaire étendu. Une réforme de la justice administrative sera mise en place sur la base de la protection des citoyens. Le judiciaire ne pourra s'opposer à la volonté populaire. Au niveau local et régional, les organes de pouvoir populaire jouiront d'une large autonomie politique et administrative dans le cadre du respect des décisions prises par l'Assemblée nationale populaire. La direction des organes de pouvoir populaire sera collective. Le contrôle populaire des organes de pouvoir sera permanent. Tous les élus seront susceptibles d'être rappelés par leurs électeurs en cas de manquement à leurs devoirs.

La masse des élus continuera à travailler entre deux sessions de l'Assemblée nationale populaire et des autres organes de pouvoir populaire. Ceux qui seront détachés de leur travail pour satisfaire à des tâches nécessitant le plein-temps seront indemnisés sur la base de deux fois le salaire médian maximum, sans pouvoir toucher plus que leur salaire. Cependant, des avantages en nature seront accordés pour que les élus exercent leur mandat et fonction, comme la gratuité des transports. La rotation des tâches doit être un principe. La notion de secret d'État ou de Défense ne pourra permettre d'étouffer des manquements à la légalité socialiste. Le pouvoir socialiste fonctionnera selon les principes de la démocratie socialiste : liberté de débat sur toutes les questions et décisions prises à la majorité dans toutes les instances. Pour s'exercer pleinement, la démocratie socialiste doit s'appuyer constamment sur les initiatives et les critiques de la base.

B/ La propriété sociale des moyens de production et d'échange

Les moyens de production et d'échange seront confisqués aux monopoles et à l'oligarchie financière, et leur propriété sera socialisée, c'est-à-dire commune à l'ensemble des membres du peuple-travailleur. Au travers de leurs organisations, les travailleurs contrôleront l'appareil productif et participeront à la gestion des entreprises. La survalueur produite étant devenue sociale (on peut l'appeler le "surproduit"), elle sera destinée à la satisfaction des besoins sociaux et aux nécessités de l'État prolétarien (investissements, défense, recherche fondamentale...). Les gains de productivité pourront se répercuter en baisse de prix des objets et services de nécessité courante.

C/ La planification socialiste

Le nouveau pouvoir devra mettre en place un système de planification du développement économique et social, centralisé, visant à renforcer le processus de socialisation de la production, à mettre fin à l'anarchie de la production capitaliste, permettant un développement harmonieux de la société par la satisfaction des besoins et la lutte contre les inégalités. Les premiers plans devront s'attaquer au lourd héritage du capitalisme : il faudra reconstituer une solide base industrielle au service de l'économie socialiste, reconstituer une agriculture sur une base nouvelle, en tenant compte des facteurs écologiques, tout en mettant fin aux « agressions » contre l'environnement de la période du capitalisme. Au plan social, la planification assurera l'augmentation du pouvoir d'achat et du bien-être des travailleurs et devra mettre fin au chômage, comme ce fut le cas en URSS dès 1930. Elle contribuera à éliminer le fardeau des publicités mercantiles, l'excès d'activités commerciales sous le capitalisme, le gaspillage. Le plan sera élaboré à partir de la science et de la démocratie socialiste. Son projet sera soumis à la discussion de l'ensemble des travailleurs qui pourront l'améliorer en l'amendant. Tous les éléments concernant les orientations du plan devront être communiqués et les choix proposés justifiés par les responsables politiques.

[...]

Pour un bond en avant de la lutte des classes !

EDITO Le 22 mars doit être une date de rupture décisive pour le mouvement ouvrier. C'est le moment de passer de la phase défensive à l'offensive, de la lutte pour la survie à la lutte pour la conquête. Les revendications de base, les luttes quotidiennes, doivent être liées à la lutte pour la conquête du pouvoir. C'est la seule voie qui mène à la libération de la classe ouvrière et de tous les peuples opprimés.

Le 22 mars doit être une date de rupture décisive pour le mouvement ouvrier. C'est le moment de passer de la phase défensive à l'offensive, de la lutte pour la survie à la lutte pour la conquête.

Organisons la convergence des forces, en vue de l'affrontement avec l'ennemi monopoliste et de la victoire de la classe ouvrière !

200ème anniversaire de la naissance de Karl Marx

1848 : Première expression de la révolution du prolétariat

SOMMAIRE

- P. 2 : Une nouvelle phase de la lutte des classes ?
- P. 3 : Le mouvement ouvrier face à la crise économique et sociale
- P. 4 : Les revendications de base et la lutte pour la conquête du pouvoir
- P. 5 : L'importance de la lutte internationale
- P. 6 : Le rôle du Parti Communiste Révolutionnaire de France
- P. 7 : Appel à la convergence des forces
- P. 8 : Bulletin d'abonnement



200ème anniversaire de la naissance de Karl Marx

1848 : Première expression de la révolution du prolétariat

SOMMAIRE

- P. 2 : Une nouvelle phase de la lutte des classes ?
- P. 3 : Le mouvement ouvrier face à la crise économique et sociale
- P. 4 : Les revendications de base et la lutte pour la conquête du pouvoir
- P. 5 : L'importance de la lutte internationale
- P. 6 : Le rôle du Parti Communiste Révolutionnaire de France
- P. 7 : Appel à la convergence des forces
- P. 8 : Bulletin d'abonnement

Rebondissement de la crise politique : remettre en cause le capitalisme !

EDITO La crise politique actuelle est le résultat de la décadence du capitalisme. Elle nous offre une opportunité historique de remettre en cause le système capitaliste et de construire une société socialiste. Nous devons saisir cette occasion et mener une lutte sans merci contre l'impérialisme et la bourgeoisie.

La crise politique actuelle est le résultat de la décadence du capitalisme. Elle nous offre une opportunité historique de remettre en cause le système capitaliste.

Organisons la convergence des forces, en vue de l'affrontement avec l'ennemi monopoliste et de la victoire de la classe ouvrière !

200ème anniversaire de la naissance de Karl Marx

1848 : Première expression de la révolution du prolétariat

SOMMAIRE

- P. 2 : Une nouvelle phase de la lutte des classes ?
- P. 3 : Le mouvement ouvrier face à la crise économique et sociale
- P. 4 : Les revendications de base et la lutte pour la conquête du pouvoir
- P. 5 : L'importance de la lutte internationale
- P. 6 : Le rôle du Parti Communiste Révolutionnaire de France
- P. 7 : Appel à la convergence des forces
- P. 8 : Bulletin d'abonnement

RÉVOLTES POUR LE POUVOIR D'ACHAT

EDITO Les révoltes pour le pouvoir d'achat sont une manifestation de la lutte des classes. Elles nous montrent que la classe ouvrière est prête à se battre pour ses intérêts. Nous devons soutenir ces luttes et les relier à la lutte pour la conquête du pouvoir.

Les révoltes pour le pouvoir d'achat sont une manifestation de la lutte des classes. Elles nous montrent que la classe ouvrière est prête à se battre pour ses intérêts.

Organisons la convergence des forces, en vue de l'affrontement avec l'ennemi monopoliste et de la victoire de la classe ouvrière !

200ème anniversaire de la naissance de Karl Marx

1848 : Première expression de la révolution du prolétariat

SOMMAIRE

- P. 2 : Une nouvelle phase de la lutte des classes ?
- P. 3 : Le mouvement ouvrier face à la crise économique et sociale
- P. 4 : Les revendications de base et la lutte pour la conquête du pouvoir
- P. 5 : L'importance de la lutte internationale
- P. 6 : Le rôle du Parti Communiste Révolutionnaire de France
- P. 7 : Appel à la convergence des forces
- P. 8 : Bulletin d'abonnement

Une révolte populaire légitime !

EDITO Une révolte populaire légitime est le résultat de l'oppression et de l'exploitation de la classe ouvrière. Elle nous montre que le peuple est prêt à se battre pour sa liberté. Nous devons soutenir ces luttes et les relier à la lutte pour la conquête du pouvoir.

Une révolte populaire légitime est le résultat de l'oppression et de l'exploitation de la classe ouvrière. Elle nous montre que le peuple est prêt à se battre pour sa liberté.

Organisons la convergence des forces, en vue de l'affrontement avec l'ennemi monopoliste et de la victoire de la classe ouvrière !

200ème anniversaire de la naissance de Karl Marx

1848 : Première expression de la révolution du prolétariat

SOMMAIRE

- P. 2 : Une nouvelle phase de la lutte des classes ?
- P. 3 : Le mouvement ouvrier face à la crise économique et sociale
- P. 4 : Les revendications de base et la lutte pour la conquête du pouvoir
- P. 5 : L'importance de la lutte internationale
- P. 6 : Le rôle du Parti Communiste Révolutionnaire de France
- P. 7 : Appel à la convergence des forces
- P. 8 : Bulletin d'abonnement

Mettre en échec Macron et toutes les forces au service de la bourgeoisie !

EDITO Mettre en échec Macron et toutes les forces au service de la bourgeoisie est une tâche urgente. Nous devons unir tous les forces de la gauche et de la droite pour combattre l'impérialisme et la bourgeoisie.

Mettre en échec Macron et toutes les forces au service de la bourgeoisie est une tâche urgente. Nous devons unir tous les forces de la gauche et de la droite pour combattre l'impérialisme et la bourgeoisie.

Organisons la convergence des forces, en vue de l'affrontement avec l'ennemi monopoliste et de la victoire de la classe ouvrière !

200ème anniversaire de la naissance de Karl Marx

1848 : Première expression de la révolution du prolétariat

SOMMAIRE

- P. 2 : Une nouvelle phase de la lutte des classes ?
- P. 3 : Le mouvement ouvrier face à la crise économique et sociale
- P. 4 : Les revendications de base et la lutte pour la conquête du pouvoir
- P. 5 : L'importance de la lutte internationale
- P. 6 : Le rôle du Parti Communiste Révolutionnaire de France
- P. 7 : Appel à la convergence des forces
- P. 8 : Bulletin d'abonnement

Avec la classe ouvrière écrasons la réaction !

EDITO Avec la classe ouvrière, nous pouvons écraser la réaction. Nous devons unir tous les forces de la gauche et de la droite pour combattre l'impérialisme et la bourgeoisie.

Avec la classe ouvrière, nous pouvons écraser la réaction. Nous devons unir tous les forces de la gauche et de la droite pour combattre l'impérialisme et la bourgeoisie.

Organisons la convergence des forces, en vue de l'affrontement avec l'ennemi monopoliste et de la victoire de la classe ouvrière !

200ème anniversaire de la naissance de Karl Marx

1848 : Première expression de la révolution du prolétariat

SOMMAIRE

- P. 2 : Une nouvelle phase de la lutte des classes ?
- P. 3 : Le mouvement ouvrier face à la crise économique et sociale
- P. 4 : Les revendications de base et la lutte pour la conquête du pouvoir
- P. 5 : L'importance de la lutte internationale
- P. 6 : Le rôle du Parti Communiste Révolutionnaire de France
- P. 7 : Appel à la convergence des forces
- P. 8 : Bulletin d'abonnement

UN CONGRÈS POUR AUJOURD'HUI ET POUR DEMAIN

EDITO Un congrès pour aujourd'hui et pour demain est une tâche urgente. Nous devons unir tous les forces de la gauche et de la droite pour combattre l'impérialisme et la bourgeoisie.

Un congrès pour aujourd'hui et pour demain est une tâche urgente. Nous devons unir tous les forces de la gauche et de la droite pour combattre l'impérialisme et la bourgeoisie.

Organisons la convergence des forces, en vue de l'affrontement avec l'ennemi monopoliste et de la victoire de la classe ouvrière !

200ème anniversaire de la naissance de Karl Marx

1848 : Première expression de la révolution du prolétariat

SOMMAIRE

- P. 2 : Une nouvelle phase de la lutte des classes ?
- P. 3 : Le mouvement ouvrier face à la crise économique et sociale
- P. 4 : Les revendications de base et la lutte pour la conquête du pouvoir
- P. 5 : L'importance de la lutte internationale
- P. 6 : Le rôle du Parti Communiste Révolutionnaire de France
- P. 7 : Appel à la convergence des forces
- P. 8 : Bulletin d'abonnement

Pour mettre en échec l'offensive de la bourgeoisie monopoliste

Pour le droit à la retraite Grève générale nationale !

EDITO Pour mettre en échec l'offensive de la bourgeoisie monopoliste, nous devons mener une lutte sans merci. Nous devons unir tous les forces de la gauche et de la droite pour combattre l'impérialisme et la bourgeoisie.

Pour le droit à la retraite Grève générale nationale !

Organisons la convergence des forces, en vue de l'affrontement avec l'ennemi monopoliste et de la victoire de la classe ouvrière !

200ème anniversaire de la naissance de Karl Marx

1848 : Première expression de la révolution du prolétariat

SOMMAIRE

- P. 2 : Une nouvelle phase de la lutte des classes ?
- P. 3 : Le mouvement ouvrier face à la crise économique et sociale
- P. 4 : Les revendications de base et la lutte pour la conquête du pouvoir
- P. 5 : L'importance de la lutte internationale
- P. 6 : Le rôle du Parti Communiste Révolutionnaire de France
- P. 7 : Appel à la convergence des forces
- P. 8 : Bulletin d'abonnement

Une bataille historique !

EDITO Une bataille historique est devant nous. Nous devons unir tous les forces de la gauche et de la droite pour combattre l'impérialisme et la bourgeoisie.

Une bataille historique est devant nous. Nous devons unir tous les forces de la gauche et de la droite pour combattre l'impérialisme et la bourgeoisie.

Organisons la convergence des forces, en vue de l'affrontement avec l'ennemi monopoliste et de la victoire de la classe ouvrière !

200ème anniversaire de la naissance de Karl Marx

1848 : Première expression de la révolution du prolétariat

SOMMAIRE

- P. 2 : Une nouvelle phase de la lutte des classes ?
- P. 3 : Le mouvement ouvrier face à la crise économique et sociale
- P. 4 : Les revendications de base et la lutte pour la conquête du pouvoir
- P. 5 : L'importance de la lutte internationale
- P. 6 : Le rôle du Parti Communiste Révolutionnaire de France
- P. 7 : Appel à la convergence des forces
- P. 8 : Bulletin d'abonnement

Ne rien lâcher contre le Capital !

Sur l'épidémie de Covid-19

EDITO Ne rien lâcher contre le Capital est une tâche urgente. Nous devons unir tous les forces de la gauche et de la droite pour combattre l'impérialisme et la bourgeoisie.

Sur l'épidémie de Covid-19

Organisons la convergence des forces, en vue de l'affrontement avec l'ennemi monopoliste et de la victoire de la classe ouvrière !

200ème anniversaire de la naissance de Karl Marx

1848 : Première expression de la révolution du prolétariat

SOMMAIRE

- P. 2 : Une nouvelle phase de la lutte des classes ?
- P. 3 : Le mouvement ouvrier face à la crise économique et sociale
- P. 4 : Les revendications de base et la lutte pour la conquête du pouvoir
- P. 5 : L'importance de la lutte internationale
- P. 6 : Le rôle du Parti Communiste Révolutionnaire de France
- P. 7 : Appel à la convergence des forces
- P. 8 : Bulletin d'abonnement

PLACE AUX « DAMNÉS DE LA TERRE » POUR UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ !

EDITO Place aux « damnés de la terre » pour une nouvelle société est une tâche urgente. Nous devons unir tous les forces de la gauche et de la droite pour combattre l'impérialisme et la bourgeoisie.

PLACE AUX « DAMNÉS DE LA TERRE » POUR UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ !

Organisons la convergence des forces, en vue de l'affrontement avec l'ennemi monopoliste et de la victoire de la classe ouvrière !

200ème anniversaire de la naissance de Karl Marx

1848 : Première expression de la révolution du prolétariat

SOMMAIRE

- P. 2 : Une nouvelle phase de la lutte des classes ?
- P. 3 : Le mouvement ouvrier face à la crise économique et sociale
- P. 4 : Les revendications de base et la lutte pour la conquête du pouvoir
- P. 5 : L'importance de la lutte internationale
- P. 6 : Le rôle du Parti Communiste Révolutionnaire de France
- P. 7 : Appel à la convergence des forces
- P. 8 : Bulletin d'abonnement

ABONNEMENT

20€ pour 1 an
10€ étudiants et privés d'emplois
9€ e-abonnement
soutien à partir de 30€

Pour s'abonner : ic.pcrf@gmail.com

Chèque à l'ordre de « Mandataire PCRF »
Envoyer à : « Amis d'Oulianov, BP 40064
75862 Paris CEDEX 18 »

Le **P**arti **C**ommuniste **R**évolutionnaire de **F**rance (**PCRF**)



- Son site : www.pcrf-ic.fr

- Son journal :



ABONNEMENT
20€ pour 1 an
10€ étudiants et privés d'emplois
9€ e-abonnement
soutien à partir de 30€

Pour s'abonner : ic.pcrf@gmail.com
Chèque à l'ordre de « Mandataire PCRF »
Envoyer à : « Amis d'Oulianov, BP 40064
75862 Paris CEDEX 18 »

- Ses affiches (à découvrir et à commander via notre site, comme celles ci-dessous et de nombreuses autres...)



- Ses brochures, autocollants, tee-shirts...



- Sa chaîne Youtube : **TV Rouge IC**...



- Ses campagnes « **Accusons le capitalisme !** » :



<https://nosemplois.wordpress.com/>



<https://viechere.wordpress.com/>